



RAPPORT FINANCIER **SEMESTRIEL**

AU 30 JUIN 2026

*Solutions***30**

Solutions pour les Nouvelles Technologies

SOMMAIRE

1

RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL & FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE

3

2

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

11

3

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

13

3.1 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

14

3.1.1. État du résultat global consolidé

14

3.1.2. État de la situation financière consolidée

16

3.1.3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

17

3.1.4. Tableau des flux de trésorerie consolidé

18

3.2 NOTES ANNEXES

20

Note 1 : Informations sur la Société et le Groupe

20

Note 2 : Base de préparation

20

Note 3 : Faits Marquants de la période

21

Note 4 : Chiffre d'affaires

25

Note 5 : Résultat opérationnel

25

Note 6 : Clients et autres créances

27

Note 7 : Trésorerie

28

Note 8 : Emprunts et dettes assimilées

28

Note 9 : Gestion des risques financiers

29

Note 10 : Immobilisations incorporelles

30

Note 11: Autres passifs non courants

30

Note 12 : Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

31

Note 13 : Impôt sur les résultats

32

Note 14 : Informations relatives aux parties liées

32

Note 15 : Événements significatifs postérieurs à la clôture

32

Note 16 : Liste des filiales consolidées

33

4

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

34

1

RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL & FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE



1. Rapport d'activité semestriel & faits marquants de la période

Chiffres clés - données consolidées

En millions d'euros	1er semestre 2026	1er semestre 2025 retraité*	Variation
Chiffre d'affaires	400,3	450,2	(11,1 %)
EBITDA ajusté	17,0	31,6	(46,3 %)
En % de chiffre d'affaires (marge d'EBITDA ajusté)	4,2 %	7,0 %	
EBIT ajusté	(6,3)	5,2	(219,4 %)
En % de chiffre d'affaires	(1,6 %)	1,2 %	
Résultat Opérationnel	(13,5)	(8,5)	n/a
En % de chiffre d'affaires	(3,4 %)	(1,9 %)	
Résultat net part du Groupe	(24,5)	(16,8)	n/a
Résultat net part du Groupe ajusté **	(21,2)	(9,9)	n/a
Free cash flow	(25,5)	(29,1)	n/a
Free cash flow net	(41,3)	(45,3)	n/a

Données de structure financière En millions d'euros	30.06.2026	31.12.2025	Variation
Capitaux propres	24,7	46,9	(22,2)
Dette nette	119,0	99,6	19,4
Dette bancaire nette	67,1	36,3	30,8

* Conformément aux dispositions d'IFRS 5, les données comparatives 2025 du compte de résultat ont été retraitées afin de refléter la classification du Royaume-Uni et de l'activité télécom cédée en Espagne en activités non poursuivies.

** Ajusté du "résultat net provenant des activités non poursuivies" tel qu'il apparaît dans les états financiers du Groupe, ainsi que de l'amortissement des relations clientèles (part Groupe) net de l'effet impôt associé, charge liée aux acquisitions passées, purement comptable, sans impact sur la trésorerie et non relative à des actifs tangibles..

Le chiffre d'affaires consolidé de Solutions30 au titre du 1er semestre 2026 s'établit à 400,3 M€, en recul de 11,1 % par rapport au chiffre d'affaires du 1er semestre 2025 retraité de la contribution du Royaume-Uni et de l'activité télécom cédée en Espagne, afin de refléter leur classification en activités non poursuivies conformément à la norme IFRS 5. Le Groupe s'est en effet désengagé de ces activités en 2025, en ligne avec sa stratégie de sélectivité et de recentrage sur ses marchés les plus porteurs.

La croissance organique ressort à -13,6 % et reflète en premier lieu la sortie du contrat-cadre majeur dans les télécommunications en France, qui sera totalement achevée d'ici la fin de l'année 2026. Les acquisitions contribuent à hauteur de 2,6 % et reflètent la consolidation en intégration globale de la société So-tec, à la suite de la montée du Groupe à son capital en avril 2025. L'impact du change est négligeable.

Au 2^{ème} trimestre, le chiffre d'affaires atteint 197,1 M€, en baisse de 13,6 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2025 (en base retraitée).

L'EBITDA ajusté du Groupe s'élève à 17,0 M€ au 1er semestre 2026, en baisse de 46,3 % par rapport au 1er semestre 2025 (en base retraitée). La marge d'EBITDA ajusté ressort à 4,2 %, en baisse de 280 points de base. Cette évolution provient principalement de la France, qui supporte les effets du désengagement de son contrat majeur dans les télécommunications. Elle résulte

également, dans une moindre mesure, de la performance de l'Allemagne dont la marge a été pénalisée au 1er semestre par des coûts ponctuels liés à la sortie d'un contrat avec une FiberCo dans le cadre du repositionnement de sa base client vers les opérateurs historiques. L'ensemble des impacts ayant été reconnus au 1er semestre, la marge de l'Allemagne est attendue en hausse au second.

Le Résultat net part du Groupe est de -24,5 M€, contre -16,8 M€ au premier semestre 2025. Sa diminution, limitée à 7,7 M€ malgré le recul plus marqué de l'EBITDA ajusté, s'explique notamment par la comptabilisation d'un produit non courant de 7,1 M€. Celui-ci correspond aux effets comptables de la déconsolidation d'entités juridiques opérant le contrat de télécommunications arrêté en France et liquidées au cours du semestre dans le cadre des mesures de rationalisation mises en œuvre par le Groupe.

Le Groupe affiche une trésorerie brute de 46,3 M€ à fin juin 2026. La dette bancaire nette ressort à 67,1 M€ à cette même date, comparée à 56,1 M€ à fin juin 2025 et 36,3 M€ à fin décembre 2025. Son augmentation sur le 1er semestre reflète la consommation de trésorerie de la période, liée aux mesures de transformation en cours et à la saisonnalité habituelle du Groupe, ainsi qu'une réduction de (16,0) M€ du recours à l'affacturage. L'encours des créances cédées dans le cadre du programme d'affacturage sans recours du Groupe s'élève ainsi à 45,3 M€ à fin juin 2026, comparé à 61,4 M€ à fin décembre 2025 et 62,4 M€ à fin juin 2025.

Analyse par zone géographique

	1er semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025 retraité*	Variation
Benelux			
Chiffre d'affaires	169,2	181,4	(6,7 %)
EBITDA Ajusté	19,0	21,4	(11,2 %)
Marge EBITDA ajusté %	11,2 %	11,8 %	(60 bps)
France			
Chiffre d'affaires	120,6	154,3	(21,8 %)
EBITDA Ajusté	(1,2)	7,0	(117,1 %)
Marge EBITDA ajusté %	(1,0 %)	4,5 %	(550 bps)
Allemagne			
Chiffre d'affaires	40,7	47,3	(13,9 %)
EBITDA Ajusté	(0,8)	3,7	(121,6 %)
Marge EBITDA ajusté %	(1,9 %)	7,9 %	(980 bps)
Autres pays			
Chiffre d'affaires	69,9	67,2	4,0 %
EBITDA Ajusté	5,0	4,4	+13,6 %
Marge EBITDA ajusté %	7,1 %	6,5 %	+60 bps
HQ*	(4,9)	(4,9)	— %
Groupe			
Chiffre d'affaires	400,3	450,2	(11,1 %)
EBITDA ajusté	17,0	31,6	(46,3 %)
Marge EBITDA ajusté %	4,2 %	7,0 %	(280 bps)

*Frais liés aux fonctions centrales du Groupe

Au **Benelux**, première zone contributrice du Groupe (42,3 % du chiffre d'affaires total au 1er semestre 2026), l'activité demeure résiliente et structurellement très rentable.

Le chiffre d'affaires s'établit à 169,2 M€, en baisse organique de -6,7 % du fait de l'achèvement programmé du déploiement des compteurs digitaux en Belgique, dont l'effet est partiellement compensé par la bonne performance des activités de services aux réseaux électriques. Dans l'activité Connectivity (82,4 % du chiffre d'affaires), l'autorité belge de la concurrence a formellement autorisé, en juillet 2026, le projet de mutualisation de certains programmes de déploiement de la fibre entre opérateurs télécoms. Cette clarification ouvre la voie à une accélération progressive du marché. Solutions30 devrait notamment bénéficier de la montée en puissance de ses activités auprès de Wyre et anticipe ainsi une accélération progressive de sa croissance dans les télécommunications.

La rentabilité au Benelux demeure élevée, avec une marge d'EBITDA ajusté de 11,2 % au 1er semestre, contre 11,8 % un an plus tôt, et reste durablement ancrée en territoire à deux chiffres. Cette performance traduit la qualité d'exécution opérationnelle de Solutions30 sur cette zone, qui constitue un socle de rentabilité pour le Groupe.

En **France**, le chiffre d'affaires s'établit à 120,6 M€ au 1er semestre 2026, en recul de 21,9 % (-28,7 % en organique). Dans l'activité Connectivity, le Groupe poursuit la réduction accélérée de son exposition au marché français des télécommunications. Cette transformation connaît actuellement son aboutissement avec la sortie d'un contrat-cadre majeur dans ce domaine. Celui-ci avait

représenté 117,6 M€ de chiffre d'affaires en 2025, soit 38 % de l'activité de Solutions30 en France (33 % au 1er semestre 2026), mais était déficitaire. Sa sortie sera finalisée d'ici la fin de l'année 2026 et il ne contribuera plus au chiffre d'affaires du Groupe à compter de 2027.

L'activité Energy en France a subi au premier semestre les effets indirects de la réorganisation majeure des entités françaises résultant du désengagement du contrat cadre dans les télécommunications, qui ont pesé sur son profil financier et sur sa base de revenus. Des mesures spécifiques ont été engagées pour la réorganiser puis la ramener sur une trajectoire de croissance, dans des marchés (services aux réseaux électriques, photovoltaïque, infrastructures de recharge pour véhicules électriques, etc) dont les fondamentaux restent solides et où la demande de techniciens qualifiés est forte.

L'EBITDA ajusté de la France s'établit à -1,2 M€, soit une marge de -1,0 %, fortement impactée par le redimensionnement de l'ensemble de la structure française à son nouveau niveau d'activité. Néanmoins, les activités Technologie affichent pour leur part une marge à deux chiffres. Il en va de même pour le périmètre So-Tec, appelé à devenir le principal véhicule de développement du Groupe dans les énergies renouvelables en France.

La France devrait ainsi aborder 2027 avec une base d'activité redimensionnée, tournée vers ses marchés de croissance dans l'Energie et la Technologie, et présentant une rentabilité en amélioration.

En **Allemagne**, les besoins de déploiement de la fibre restent considérables. L'organisation du marché a néanmoins évolué : les investisseurs spécialisés dans la

fibres se montrent plus sélectifs, tandis que les opérateurs télécoms historiques, financièrement plus solides, attribuent des programmes plus importants et offrant plus de visibilité. Solutions30 repositionne en conséquence sa base de clients, en réduisant son exposition aux FiberCos et en montant en charge sur les contrats signés avec Deutsche Telekom et Vodafone. Cette transition a pesé sur l'activité au 1er semestre 2026, avec un chiffre d'affaires de 40,7 M€ en décroissance purement organique de 14,0 % qui reflète la sortie du Groupe d'un contrat avec une FiberCo.

Solutions30 a finalisé au premier semestre les mesures d'adaptation associées à ce désengagement. L'ensemble des pertes opérationnelles et des coûts correspondants a été comptabilisé sur la période, pesant fortement sur l'EBITDA ajusté qui ressort à -0,8 M€, soit -1,9 % du chiffre d'affaires, comparé à 3,7 M€ soit 7,9 % au 1er semestre 2025. Cette phase étant désormais achevée, la marge en Allemagne est attendue en nette amélioration au second semestre.

Par ailleurs, le droit de Solutions30 à une indemnisation au titre de ce contrat est acquis. Son montant fait encore l'objet de discussions avec le client et aucune incidence positive n'a été comptabilisée dans les résultats du premier semestre. Sous réserve de la finalisation de ces discussions, cette indemnité devrait avoir une incidence positive sur les résultats du second semestre.

Dans le segment **Autres Pays**, la transformation engagée depuis deux ans est achevée dans ses principales composantes : sortie du Royaume-Uni, cession des activités de Connectivité en Espagne et recentrage sur l'énergie et la technologie, redressement de l'Italie, diversification de la Pologne dans l'énergie avec l'acquisition d'Elektra Realizacje. Cette transformation a permis un repositionnement majeur du segment vers ses marchés de croissance, et une progression de 620 points de base de sa marge d'EBITDA ajusté entre 2023 et 2025, sur une base de revenus plus étroite.

Les résultats du segment au 1er semestre 2026 confirment le succès de cette transformation: le chiffre d'affaires, à 69,9 M€, affiche une progression de 4,0 % (par rapport au 1er semestre 2025 retraité des activités non poursuivies) tirée par une solide croissance en Italie. La marge d'EBITDA ajusté progresse à nouveau, de 60 points de base, pour atteindre 7,1 %, sous l'effet de l'amélioration du mix d'activité en faveur des services énergétiques.

Résultats consolidés

Sur la base de l'EBITDA ajusté de 17,0 M€ au 1er semestre 2026, après comptabilisation des dépréciations et provisions opérationnelles à hauteur de 8,9 M€ (contre 12,1 M€ au 1er semestre 2025), et après amortissement du droit d'utilisation des actifs loués (IFRS 16) pour un montant de 14,4 M€ (contre 14,3 M€), l'EBIT ajusté du Groupe s'établit à -6,3 M€, comparé à 5,2 M€ au 1er semestre 2025.

Le résultat opérationnel ressort à -13,5 M€, contre -8,5 M€ au 1er semestre 2025. Il intègre notamment :

- 9,3 M€ de charges opérationnelles non courantes (contre 7,7 M€ au 1er semestre 2025), qui incluent le coût des restructurations et des réductions d'effectifs engagées par le Groupe, principalement afin de redimensionner la structure française à son nouveau niveau d'activité, et de réorganiser les opérations en Allemagne dans le contexte du repositionnement de la base de clientèle ;
- Un produit opérationnel non courant de 7,1 M€, correspondant aux effets comptables de la déconsolidation d'entités juridiques opérant le contrat de télécommunications arrêté en France et liquidées au cours du semestre dans le cadre des mesures de rationalisation mises en œuvre par le Groupe.
- 5,1 M€ d'amortissements des relations clientèles (6,1 M€ au 1er semestre 2025). Cette charge, liée aux acquisitions passées, est purement comptable, sans impact sur la trésorerie et n'est pas relative à des actifs tangibles.

Le résultat financier s'établit à -5,2 M€, en légère amélioration par rapport au 1er semestre 2025 (-6,5 M€).

Après comptabilisation d'une charge d'impôt nette de -3,9 M€, le résultat net consolidé ressort à -22,6 M€ (-16,4 M€ au 1er semestre 2025). Déduction faite des intérêts minoritaires de 1,9 M€, le résultat net part du Groupe ressort à -24,5 M€, comparé à -16,8 M€ en 2025.

Flux de trésorerie

Note: les éléments relatifs aux flux de trésorerie et au bilan présentés ci-après incluent la contribution des activités non poursuivies au 1er semestre 2025, lesquelles sont isolées dans les états financiers consolidés conformément à la norme IFRS 5.

La génération de trésorerie du premier semestre 2026 a, comme attendu, été affectée par les mesures d'adaptation mises en œuvre pour achever la transformation du Groupe, notamment la sortie du grand contrat cadre français dans les télécommunications et le repositionnement de son portefeuille clients en Allemagne. Par ailleurs, compte tenu de la saisonnalité du besoin en fonds de roulement, la génération de trésorerie opérationnelle du Groupe est habituellement plus limitée au premier semestre qu'au second.

La capacité d'autofinancement du Groupe s'établit à 6,8 M€ au 1er semestre 2026, contre 20,4 M€ au 1er semestre 2025, évolution globalement en ligne avec celle de l'EBITDA ajusté. La variation du Besoin en Fonds de Roulement (BFR), retraitée des éléments non monétaires, représente un flux négatif de -28,3 M€ contre -42,0 M€ au 1er semestre 2025. Elle intègre une réduction de l'affacturage, de -16,0 M€ ainsi que la reclassification, sans impact sur la trésorerie, d'une dette d'exploitation de -14,1 M€ en passifs non courants. Hors ces deux impacts, la variation de BFR au 1er semestre est légèrement positive. Ainsi, le flux de trésorerie généré par l'activité au 1er semestre 2026 ressort à -21,5 M€, à un niveau similaire à celui au 1er semestre 2025.

Les investissements opérationnels nets s'élèvent à 3,9 M€, soit 1,0 % du chiffre d'affaires, en ligne avec leurs

niveaux normatifs, et sont essentiellement liés aux systèmes d'information et aux équipements techniques.

Au total, le Free Cash Flow s'élève à -25,5 M€ au 1er semestre 2026, comparé à -29,1 M€ au 1er semestre 2025. Après prise en compte de l'évolution de la dette locative et intérêts associés (norme IFRS 16), pour 15,9 M€, le Free Cash Flow Net ressort à -41,3 M€, contre -45,3 M€ au 1er semestre 2025.

Compte tenu des compléments de prix payés sur des acquisitions passées pour -0,3 M€, des acquisitions et cessions de la période, pour un montant net de la trésorerie acquise ou cédée (non significatif au 1er semestre 2026), des intérêts payés pour -3,1 M€, de la distribution aux minoritaires (non significatif au 1er semestre 2026), de la variation nette des emprunts bancaires pour 18,0 M€, ainsi que des incidences du change (non significatif au 1er semestre 2026), la variation de la trésorerie du Groupe ressort à -26,9 M€.

Structure financière

La trésorerie brute du Groupe s'élève à 46,3 M€ au 30 juin 2026, contre 59,1 M€ à fin juin 2025 et 73,2 M€ à fin décembre 2025, traduisant les impacts des dernières mesures de transformation ainsi que la saisonnalité habituelle du BFR du Groupe. La dette bancaire brute s'élève à 113,4 M€ contre 109,6 M€ au 31 décembre 2025. Ainsi, le Groupe affiche une dette bancaire nette de 67,1 M€ à fin juin 2026, contre 56,1 M€ à fin juin 2025 et 36,3 M€ à fin décembre 2025. Son évolution sur le 1er semestre 2026 intègre l'effet d'une baisse de -16,0 M€ de l'encours des créances cédées dans le cadre du programme d'affacturage sans recours du Groupe, qui s'élève à 45,3 M€ à fin juin 2026 (61,4 M€ à fin décembre 2025 et 62,4 M€ à fin juin 2025).

Après prise en compte de 46,5 M€ de dette locative (IFRS 16), en forte baisse par rapport au 1er semestre 2025 (66,0 M€) reflétant la rationalisation de la flotte de véhicule et du parc immobilier dans le contexte de la baisse d'activité, notamment en France, et de 5,5 M€ de dette financière potentielle liée aux compléments de prix et options de vente, la dette nette totale du Groupe s'élève à 119,0 M€ à fin juin 2026, en baisse de 8,4 M€ par rapport aux 127,4 M€ enregistrés 30 juin 2025 (99,6 M€ à fin décembre 2025).

À la suite de la décision stratégique de sortir d'un contrat-cadre majeur dans les télécommunications en France, Solutions30 a engagé les ajustements opérationnels nécessaires à son nouveau périmètre. Ces ajustements seront finalisés d'ici la fin de l'année 2026, conférant ainsi au Groupe une meilleure visibilité sur son portefeuille d'activité et sa structure cible. Le Groupe a parallèlement engagé des discussions avec ses partenaires financiers afin de conforter son dispositif de financement actuel et ainsi permettre un repositionnement accéléré sur ses marchés les plus porteurs. Ces discussions n'étant pas finalisées à la date de publication du présent rapport, il existe une incertitude sur le niveau des financements court-terme du Groupe. Cependant, la Direction anticipe une issue à ces discussions dans les prochaines semaines.

Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS :

- Les indicateurs de profitabilité et leurs composants sont des indicateurs clés de performance opérationnelle utilisés par le Groupe pour piloter et évaluer ses résultats opérationnels au global et par pays.

- Les indicateurs de trésorerie sont utilisés par le Groupe pour mettre en œuvre sa stratégie d'investissements et d'allocation des ressources.

Les indicateurs financiers non définis par les normes IFRS utilisés sont calculés de la façon suivante :

La **croissance organique** intègre la croissance organique réalisée par les sociétés acquises après leur rachat, car Solutions30 estime qu'elle n'aurait pas pu être réalisée par ces sociétés si elles étaient restées indépendantes. En 2025, la croissance organique du Groupe intègre uniquement la croissance interne des filiales historiques.

EBITDA ajusté correspond à la « marge opérationnelle (EBITDA ajusté) » telle qu'elle apparaît dans les états financiers du Groupe.

Free cash flow correspond au flux net de trésorerie généré par l'activité dont sont déduites les acquisitions d'immobilisations et les actifs financiers non courants.

Calcul du cash flow disponible (free cash flow) :

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025 retraité
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(21,5)	(21,5)
Acquisition d'immobilisations et d'actifs financiers non courants	(4,5)	(7,3)
Acquisition d'immobilisations liées à l'activité non poursuivies	—	(0,2)
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	0,5	—
Free cash flow	(25,5)	(29,1)

Free cash flow net correspond au Free cash flow moins le « Remboursement de la dette locative », les « Remboursement de la dette locative lié aux activités non poursuivies », les « intérêts décaissés sur la dette locative » et « Intérêts décaissés sur la dette locative liés aux activités non poursuivies » tels qu'ils apparaissent dans le tableau consolidé des flux de trésorerie du Groupe.

Calcul du Free cash flow net :

En millions d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Free cash flow	(25,5)	(29,1)
Remboursement de la dette locative	(14,7)	(14,4)
Remboursement de la dette locative lié aux activités non poursuivies	—	(0,3)
Intérêts décaissés sur la dette locative	(1,2)	(1,5)
Free cash flow net	(41,3)	(45,3)

EBIT Ajusté correspond au résultat opérationnel tel qu'il apparaît dans les états financiers du Groupe auquel sont ajoutés les « Amortissements des relations clientèles », les « Autres charges opérationnelles non courantes » et dont sont déduits les « Autres produits opérationnels non courants ».

Réconciliation entre le résultat Opérationnel et l'EBIT ajusté :

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025 retraité
Résultat opérationnel	(13,5)	(8,5)
Amortissements des relations clientèles	5,1	6,1
Autres produits opérationnels non courants	(7,1)	—
Autres charges opérationnelles non courantes	9,3	7,7
EBIT ajusté	(6,3)	5,2
% du chiffre d'affaires	(1,6 %)	1,2 %

Opérations non courantes sont les autres produits et charges présentant les caractéristiques d'être significatifs de par leur montant, inhabituels de par leur nature et peu fréquents.

Dette nette correspond à « Endettement, part à long terme », « Endettement, part à court terme » et aux « Dettes liées aux contrats de location » long et court terme tels qu'ils apparaissent dans les états financiers du Groupe desquels sont déduits la « Trésorerie et équivalents de trésorerie » telle qu'elle apparaît dans les états financiers du Groupe.

Ratio d'endettement net sur fonds propres correspond à la « Dette nette/Fonds propres ».

Dettes nettes :

En millions d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Dettes bancaires	113,4	109,6
Dettes liées aux contrats de location	46,5	57,3
Dettes futures sur compléments de prix et options de vente	5,5	6,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(46,3)	(73,2)
Dettes nettes	119,0	99,6
Fonds Propres	24,7	46,9
% de dettes nettes	482,3 %	212,3 %

Dettes bancaires nettes correspondent aux « Emprunts auprès des établissements de crédit, part à long terme » et « Emprunts auprès des établissements de crédit, part court terme, lignes de crédit et concours Bancaires » tels qu'ils apparaissent à la note 10.2 des états financiers annuels du groupe dont sont déduits la « Trésorerie et équivalents de trésorerie » telle qu'elle apparaît dans les états financiers du Groupe.

Trésorerie nette de dettes bancaires correspond à la « Trésorerie et équivalents de trésorerie » telle qu'elle apparaît dans les états financiers du Groupe de laquelle est déduit les « Emprunts auprès des établissements de crédit, part à long terme » et les « Emprunts auprès des établissements de crédit, part court terme, lignes de crédit et concours Bancaires » tels qu'ils apparaissent à la note 10.2 des états financiers annuels du Groupe.

Dettes bancaires nettes :

En millions d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Emprunts auprès des établissements de crédit, part à long terme	71,2	76,9
Emprunts auprès des établissements de crédit, part court terme et lignes de crédit	42,2	32,6
Dettes bancaires brutes	113,4	109,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(46,3)	(73,2)
Dettes bancaires nettes	67,1	36,3
Trésorerie nette de dettes bancaires	(67,1)	(36,3)

Dettes bancaires brutes correspondent aux « Emprunts auprès des établissements de crédit, part à long terme » et « Emprunts auprès des établissements de crédit, part court terme, lignes de crédit et concours Bancaires » tels qu'ils apparaissent à la note 10.2 des états financiers annuels.

Besoin en fonds de roulement correspond à l'« actifs courants » tel qu'il apparaît dans les états financiers du Groupe (hors « Trésorerie et équivalents de trésorerie » et « Instruments dérivés actifs courants ») moins les « passifs courants » (hors « Endettement, part à court terme »,

« Provisions courantes » et « Dettes liées aux contrats de location ».

Besoin en fonds de roulement (« BFR ») :

En millions d'euros	30.06.2026	31.12.2025
Stocks et travaux en cours	20,8	22,9
Clients et comptes rattachés	236,1	240,9
Actifs sur contrats courants	1,0	1,0
Autres créances	91,8	95,9
Charges constatées d'avance	2,7	3,4
Fournisseurs	(158,0)	(172,2)
Dettes fiscales et sociales	(166,3)	(166,4)
Autres passifs courants	(11,7)	(20,7)
Produits constatés d'avance	(30,5)	(53,9)
BFR	(14,1)	(49,1)
Variation du BFR	34,9	13,4
Eléments non monétaires	(6,6)	4,7
Variation du BFR retraitée des éléments non monétaires	28,3	18,1

Investissements nets correspondent à la somme des lignes « Acquisition d'immobilisations courantes », « Acquisition d'immobilisations liées à l'activité non poursuivies », « Acquisition d'actifs financiers non courants » et « Cession d'immobilisations, nettes d'impôt » telle qu'elles apparaissent dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Investissements nets :

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2026	1 ^{er} semestre 2025 retraité
Acquisition d'immobilisations	(4,4)	(7,2)
Acquisition d'immobilisations liées à l'activité non poursuivies	—	(0,2)
Acquisition d'actifs financiers non courants	—	(0,1)
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	0,5	—
Investissements nets	(3,9)	(7,5)

Frais liés aux fonctions centrales du Groupe correspondent aux coûts engagés par les fonctions sièges du Groupe de la société mère, inclus dans la « marge opérationnelle ».

Avertissement

Ce document peut contenir certaines prévisions, projections et déclarations prospectives c'est-à-dire des déclarations liées à des événements futurs et non passés en relation avec ou à l'égard de la situation financière, des opérations ou des activités de Solutions30 SE. De telles déclarations impliquent des risques et des incertitudes car elles se rapportent à des événements et des circonstances futurs. De nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les résultats ou les développements réels diffèrent sensiblement de ceux exprimés ou sous-entendus par ces déclarations prospectives, y compris, sans toutefois s'y limiter, des questions de nature politique, économique, commerciale, concurrentielle ou de réputation. Rien dans ce document ne doit être interprété comme une estimation ou une prévision de bénéfice. Solutions30 SE ne s'engage aucunement à mettre à jour ou à réviser toute déclaration prospective pour refléter tout changement de circonstances ou d'attentes.



2. Attestation du rapport financier semestriel

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés pour le semestre écoulé de l'exercice 2026 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus durant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2026 ».

Luxembourg le 17 septembre 2026
Gianbeppi Fortis, Président du Directoire



3.1 ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

3.1.1. État du résultat global consolidé

Résultat pour la période de 6 mois prenant fin au 30 juin

(en millions d'euros)	Notes	2026	2025 retraité (1)
Chiffre d'affaires	4.1	400,3	450,2
Autres produits opérationnels courants		6,2	8,6
Matières premières, marchandises et consommables		(42,8)	(45,4)
Charges de personnel		(98,1)	(109,4)
Charges sociales, impôts, taxes et versements assimilés		(28,4)	(31,4)
Autres charges opérationnelles courantes		(220,2)	(241,0)
Marge opérationnelle (EBITDA ajusté)	5.1	17,0	31,6
Dépréciations et amortissements des immobilisations		(27,9)	(29,6)
Dotations et reprises sur provisions		(0,4)	(2,9)
Autres produits opérationnels non courants	3.1	7,1	—
Autres charges opérationnelles non courantes	5.2	(9,3)	(7,7)
Résultat opérationnel		(13,5)	(8,5)
Produits financiers		0,9	1,4
Charges financières		(6,1)	(7,9)
Résultat financier		(5,2)	(6,5)
Impôts sur les résultats	13.1	(3,9)	1,5
Résultat net provenant des activités poursuivies		(22,6)	(13,5)
Résultat net provenant des activités non poursuivies	3.2	—	(2,9)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(22,6)	(16,4)
Dont part du Groupe		(24,5)	(16,8)
Dont part des Intérêts minoritaires		1,9	0,3
Résultat de base par action, part du Groupe (en euro)		(0,229)	(0,157)
Résultat dilué par action, part du Groupe (en euro)		(0,229)	(0,157)

1) Conformément aux dispositions d'IFRS 5, les données comparatives au 30 juin 2025 ont été retraitées afin de présenter en activités non poursuivies les composantes du Groupe correspondant au Royaume-Uni et à l'activité Télécom cédée en Espagne (voir note 3.2).

<i>(en millions d'euros)</i>	2026	2025 retraité (1)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	(22,6)	(16,4)
<i>Eléments recyclables ou recyclés en résultat :</i>		
Différences de conversion enregistrées en capitaux propres	—	0,4
<i>Eléments non recyclables en résultat :</i>		
Variation des écarts actuariels	0,3	0,3
Impôts différés sur la variation des écarts actuariels	(0,1)	(0,1)
RESULTAT GLOBAL RECONNU EN CAPITAUX PROPRES	0,2	0,7
RESULTAT GLOBAL	(22,3)	(15,8)
Dont part du Groupe	(24,3)	(16,1)
Dont part des Intérêts minoritaires	1,9	0,3

3.1.2. État de la situation financière consolidée

Actif

(en millions d'euros)	Notes	30.06.2026	31.12.2025
Goodwill	10	58,9	58,9
Autres immobilisations incorporelles	10.2	61,0	71,5
Immobilisations corporelles		16,2	18,9
Droits d'utilisation des actifs		46,9	57,3
Créances de location non courantes	6.2	1,1	1,0
Actifs financiers non courants		2,5	3,2
Impôts différés actifs	13.2	20,8	23,1
ACTIFS NON COURANTS		207,4	234,0
Stocks		20,8	22,9
Clients et comptes rattachés	6.1	236,1	240,9
Créances de location courantes	6.2	1,0	1,0
Autres créances		91,8	95,9
Charges constatées d'avance		2,7	3,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	46,3	73,2
ACTIFS COURANTS		398,8	437,4
TOTAL ACTIF		606,2	671,4

Passif

(en millions d'euros)		30.06.2026	31.12.2025
Capital souscrit		13,7	13,7
Primes d'émission		17,4	17,4
Réserve légale		1,4	1,4
Réserves consolidées		(3,0)	57,4
Résultat de l'exercice		(24,5)	(60,7)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		4,9	29,1
Intérêts minoritaires		19,7	17,8
CAPITAUX PROPRES		24,7	46,9
Endettement, part à long terme		74,0	79,8
Dettes liées aux contrats de location		25,1	31,8
Provisions non courantes		24,3	25,4
Impôts différés passifs		10,9	12,6
Autres passifs non courants	11	14,1	—
PASSIFS NON COURANTS		148,4	149,6
Endettement, part à court terme		44,9	35,8
Instruments dérivés passifs		—	0,1
Provisions courantes		0,3	0,3
Dettes liées aux contrats de location		21,4	25,4
Fournisseurs		158,0	172,2
Dettes fiscales et sociales		166,3	166,4
Autres passifs courants		11,7	20,7
Produits constatés d'avance		30,5	53,9
PASSIFS COURANTS		433,1	474,9
TOTAL PASSIF		606,2	671,4

3.1.3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Prime d'émission	Réserve légale	Réserves Groupe	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
<i>(en millions d'euros)</i>								
SITUATION AU 01.01.2025	13,7	17,4	1,4	61,1	(0,8)	92,8	15,3	108,1
Résultat au 30 juin 2025	—	—	—	(16,8)	—	(16,8)	0,3	(16,4)
Résultat reconnu en capitaux propres	—	—	—	0,2	0,4	0,7	—	0,7
Résultat global au 30 juin 2025	—	—	—	(16,5)	0,4	(16,1)	0,3	(15,8)
Variations de périmètre (1)	—	—	—	—	—	—	2,6	2,6
IFRS 2 Paiement fondé sur des actions	—	—	—	0,1	—	0,1	—	0,1
Autres variations (1)	—	—	—	(2,4)	—	(2,4)	(2,6)	(5,0)
SITUATION AU 30.06.2025	13,7	17,4	1,4	42,3	(0,3)	74,4	15,7	90,1

(1) L'augmentation des intérêts minoritaires (+2,6 M€) en 2025 sur la ligne « Variations du périmètre » correspond à leur part dans les capitaux propres lors de la prise de contrôle de Solutions 30 Solaire au 1er avril 2025. Par ailleurs, la comptabilisation des promesses d'achat consenties aux actionnaires minoritaires de Solutions 30 Solaire (5,0 M€ au total, portant sur les 40 % restants du capital) entraîne une baisse des réserves du Groupe (-2,4 M€) et des intérêts minoritaires (-2,6 M€) sur la ligne « Autres variations ».

	Capital	Prime d'émission	Réserve légale	Réserves Groupe	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
<i>(en millions d'euros)</i>								
SITUATION AU 01.01.2026	13,7	17,4	1,4	(2,9)	(0,4)	29,1	17,8	46,9
Résultat au 30 juin 2026	—	—	—	(24,5)	—	(24,5)	1,9	(22,6)
Résultat reconnu en capitaux propres	—	—	—	0,2	—	0,2	—	0,2
Résultat global au 30 juin 2026	—	—	—	(24,3)	—	(24,3)	1,9	(22,3)
IFRS 2 Paiement fondé sur des actions	—	—	—	0,1	—	0,1	—	0,1
SITUATION AU 30.06.2026	13,7	17,4	1,4	(27,1)	(0,4)	4,9	19,7	24,7

3.1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Pour la période de 6 mois prenant fin au 30 juin

(en millions d'euros)	Notes	2026	2025 retraité (1)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		(22,6)	(16,4)
Résultat net part du Groupe		(24,5)	(16,8)
Résultat net part des intérêts minoritaires		1,9	0,3
Éléments non monétaires des activités poursuivies :			
Dépréciations et amortissements		27,9	29,6
Dotations aux provisions		0,4	2,9
Elimination des impôts différés	13	1,0	(2,9)
Elimination des impôts courants	13	2,9	1,3
Paieement fondé en actions	5.3	0,1	0,1
Variation de la juste valeur des instruments dérivés		(0,2)	—
Variation de la juste valeur des options et des compléments de prix		(0,2)	(0,4)
Elimination des charges d'intérêts		4,5	5,5
(Gain) Perte nette sur variation de périmètre	3.1	(7,1)	0,1
Réévaluation de l'intérêt préexistant dans les sociétés mises en équivalence		—	(0,7)
Éléments non monétaires des activités non poursuivies :			
Dépréciations et amortissements des activités non poursuivies		—	1,6
Dotations aux provisions des activités non poursuivies		—	(0,1)
Variation des impôts différés des activités non poursuivies		—	(0,2)
Elimination des charges d'intérêts des activités non poursuivies		—	0,1
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées		6,8	20,4
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		(28,3)	(42,0)
Éléments des activités poursuivies :			
Diminution (augmentation) des stocks		2,2	(0,8)
Diminution (augmentation) des clients et comptes rattachés & autres débiteurs		3,3	(18,7)
Diminution des fournisseurs & autres créditeurs		(2,4)	(6,7)
Variation des autres créances et dettes		(29,6)	(7,0)
Impôts sur les sociétés décaissés		(1,9)	(7,0)
Éléments des activités non poursuivies :			
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux activités non poursuivies		—	(1,8)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		(21,5)	(21,5)
Dont flux liés aux activités poursuivies		(21,5)	(18,2)
Dont flux liés aux activités non poursuivies		—	(3,3)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Éléments des activités poursuivies :			
Acquisition d'immobilisations		(4,4)	(7,2)
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise		—	(1,6)
Acquisitions de minoritaires et compléments de prix payés	8.2	(0,3)	(2,7)
Cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée	3.2	(0,1)	—
Acquisition et cession d'actifs financiers non courants		—	(0,1)
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt		0,5	—
Éléments des activités non poursuivies :			
Acquisition et cession d'immobilisations liées à l'activité non poursuivies		—	(0,2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(4,3)	(11,9)
Dont flux liés aux activités poursuivies		(4,3)	(11,7)
Dont flux liés aux activités non poursuivies		—	(0,2)

(en millions d'euros)	Notes	2026	2025 (1)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Eléments des activités poursuivies :			
Distributions payées aux minoritaires		—	(2,4)
Emissions d'emprunts		13,0	25,2
Remboursements d'emprunts		(9,2)	(7,0)
Intérêts décaissés sur les emprunts		(3,1)	(3,7)
Autres passifs non courants	11	14,1	—
Remboursement des dettes locatives		(14,7)	(14,4)
Intérêts décaissés sur dettes locatives		(1,2)	(1,5)
Eléments des activités non poursuivies :			
Intérêts décaissés sur les emprunts liés aux activités non poursuivies		—	(0,1)
Remboursement de la dette locative lié aux activités non poursuivies		—	(0,3)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(1,0)	(4,2)
<i>Dont flux liés aux activités poursuivies</i>		<i>(1,0)</i>	<i>(3,8)</i>
<i>Dont flux liés aux activités non poursuivies</i>		<i>—</i>	<i>(0,4)</i>
Incidence des variations de cours des devises des activités poursuivies		—	(0,3)
Incidence des variations de cours des devises des activités non poursuivies		—	0,7
VARIATION DE TRESORERIE		(26,9)	(37,1)
Trésorerie d'ouverture		73,2	96,3
Trésorerie de clôture		46,3	59,1

1) Conformément aux dispositions d'IFRS 5, les données comparatives au 30 juin 2025 ont été retraitées afin de présenter en activités non poursuivies les composantes du Groupe correspondant au Royaume-Uni et à l'activité Télécom cédée en Espagne (voir note 3.2).

Note 1 : Informations sur la Société et le Groupe

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Solutions30 SE et de ses filiales (collectivement, le « Groupe ») pour l'exercice clos le 30 juin 2026 ont été établis par le Directoire et revus par le Conseil de Surveillance le 17 septembre 2026. Solutions30 SE (la « Société » ou la « société mère ») est une société européenne constituée et domiciliée au Grand-Duché de Luxembourg, dont les actions sont cotées sur le compartiment C du marché Euronext Paris. Le siège social est situé au :

21, rue du Puits Romain
L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg

Note 2 : Base de préparation

2.1 Base de préparation

Conformément aux principes énoncés par IAS 1 relatifs à la continuité d'exploitation, la Direction a évalué la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation sur un horizon d'au moins douze mois à compter de la date d'arrêté des comptes, en tenant compte des pertes constatées au titre du premier semestre 2026 ainsi que de la diminution de la trésorerie du Groupe sur la période.

Le Groupe n'est pas directement exposé aux incertitudes macroéconomiques actuelles, qu'il s'agisse du conflit en Ukraine, des mesures tarifaires douanières américaines ou des tensions sur les prix de l'énergie. Des incertitudes avaient en revanche été identifiées par le Groupe à la fin de l'exercice précédent, notamment concernant l'évolution du marché de la Connectivité en France.

Dans ce contexte, la Direction a engagé plusieurs actions de redressement destinées à adapter l'organisation du Groupe à l'arrêt des contrats télécom dont les niveaux de rentabilité ne répondaient plus à ses objectifs. Elle a par ailleurs engagé des discussions avec ses partenaires financiers en vue de conforter les ressources externes de financement du Groupe. À la date de publication des comptes, ces discussions n'étant pas finalisées, l'absence d'un accord fait peser un risque significatif sur la continuité d'exploitation du Groupe. Cependant, compte tenu de l'avancée de ces discussions à la date de publication des comptes, la Direction considère que les hypothèses retenues pour l'établissement des états financiers consolidés demeurent appropriées.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés relatifs au semestre clos le 30 juin 2026 ont été établis conformément à la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire, telle qu'adoptée par l'Union européenne. Ils ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs évalués à la juste valeur.

Ils ne comprennent pas l'ensemble des informations et notes requises dans le cadre d'états financiers annuels

Le Groupe est principalement engagé dans la fourniture de services d'assistance à l'utilisation des nouvelles technologies numériques et accompagne ses clients dans la mise en œuvre de ces nouvelles technologies à travers l'Europe : opérateurs télécoms, fournisseurs d'énergie, constructeurs et distributeurs de matériels informatiques et numériques, sociétés d'infogérance, intégrateurs d'équipements numériques.

complets et doivent, à ce titre, être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2025.

- Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitudes relatives aux estimations.

Les jugements comptables critiques et sources principales d'incertitudes relatives aux estimations n'ont pas connu de modification significative par rapport au 31 décembre 2025.

2.2 Nouvelles normes IFRS, amendements et interprétations

Les méthodes comptables adoptées lors de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires sont cohérentes avec celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, à l'exception de l'adoption de nouvelles normes effectives au 1er janvier 2026. Le Groupe n'a pas adopté de manière anticipée au 30 juin 2026 de norme, interprétation ou amendement qui aurait été publié par l'IASB et adopté par l'Union européenne, mais ne serait pas encore entré en vigueur.

Trois amendements s'appliquent pour la première fois au 1er janvier 2026, mais n'ont pas un impact matériel sur les états financiers consolidés du Groupe au 30 juin 2026 :

- Amendements relatifs au classement et à l'évaluation des instruments financiers (amendements à IFRS 9 et IFRS 7) (publiés le 30 mai 2024).
- Amendements volume 11 relatifs aux « Améliorations annuelles des normes comptables IFRS » (publiés le 18 juillet 2024). Ce volume contient des modifications apportées à cinq normes dans le cadre du projet d'améliorations annuelles de l'IASB.
- Amendements « Contrat d'électricité renouvelable » (amendements à IFRS 9 et IFRS 7 publiés le 18

décembre 2024). Cette norme relative aux contrats de livraison physique pour l'achat d'énergie renouvelable n'a pas d'impact car le Groupe n'a pas d'opération concernée.

Normes, amendements et interprétations de normes d'application publiés par l'IASB, adoptés par l'Union Européenne applicables après le 30 juin 2026 :

- La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » a été publiée le 9 avril 2024. Cette norme vient remplacer la norme IAS 1 et vise à augmenter la comparabilité des performances financières. La norme IFRS 18 prescrit la base de présentation des états financiers (bilan, état du résultat, état de la variation des capitaux propres) ainsi que les informations à fournir dans les notes annexes. Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. La norme IFRS 18 aura un impact sur la présentation des états financiers notamment du compte de résultat, l'analyse détaillée des incidences de l'application de cette norme est en cours.

Normes, amendements de normes et interprétations de normes d'application publiés par l'IASB, et non adoptés par l'Union Européenne. Les impacts sur les états financiers des textes publiés par l'IASB au 30 juin 2026 et non encore en vigueur dans l'Union Européenne sont présentés ci-dessous :

- La norme IFRS 19 applicable aux « Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : Informations à fournir » a été publiée par l'IASB le 9 mai 2024. Cette norme IFRS 19 vise à permettre à certaines filiales éligibles d'appliquer les autres normes IFRS (comptabilisation, évaluation, présentation), tout en bénéficiant d'une réduction significative des obligations de divulgation, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. L'objectif de cette nouvelle norme est de réduire la charge administrative et le coût de production des états financiers IFRS pour les filiales dont les comptes consolidés sont déjà inclus dans les états financiers d'un Groupe publiant des états conformes aux IFRS. Cette norme n'est pas applicable par le Groupe dans la mesure où aucune de ses filiales consolidées ne publie d'états financiers IFRS distincts ou n'entre dans le champ d'application défini par l'IASB.
- Les amendements IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » ont été publiés par l'IASB le 13 novembre 2025. Ils précisent les modalités de conversion des états financiers lorsqu'une entité utilise une monnaie de présentation relevant d'une économie hyperinflationniste, au sens d'IAS 29. Cette norme n'est pas applicable par le Groupe dans la mesure où aucune de ses filiales consolidées n'a des activités dans une économie hyperinflationniste.
- Les amendements à IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » relatifs à l'option de la juste valeur ont été publiés par l'IASB le 26 juin 2026. Ils précisent quelles entités peuvent

mesurer certaines participations dans des entreprises associées ou des coentreprises à la juste valeur par résultat plutôt que selon la méthode de la mise en équivalence. Ces amendements ne sont pas applicables au Groupe dans la mesure où celui-ci ne détient pas de participations concernées par cette option de comptabilisation.

- IFRS 20 « Regulatory Assets and Regulatory Liabilities » a été publiée par l'IASB le 27 mai 2026. Cette norme introduit un modèle comptable pour les actifs et passifs réglementaires résultant de mécanismes de régulation tarifaire et vise à mieux refléter les effets des décalages entre la fourniture de biens ou services et leur facturation aux clients. Elle est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2029, avec une application anticipée autorisée. Cette norme n'est pas applicable au Groupe dans la mesure où aucune de ses activités n'est soumise à un dispositif de régulation tarifaire entrant dans son champ d'application. En conséquence, son application ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers consolidés du Groupe.

2.3 Données comparatives 2025

Conformément aux dispositions d'IFRS 5, les données comparatives au 30 juin 2025 ont été retraitées afin de présenter en activités non poursuivies les composantes du Groupe correspondant au Royaume-Uni et à l'activité Télécom cédée en Espagne (voir note 3.2).

Note 3 : Faits Marquants de la période

3.1 Faits marquants 2026

- Réduction des activités télécom en France :

Dans le cadre du repositionnement stratégique du Groupe visant à réduire son exposition aux marchés matures, et notamment à la suite de la fin d'un contrat significatif dans le secteur de la Connectivité en France, la décision a été prise d'arrêter définitivement les activités opérationnelles des sociétés suivantes :

- Solutions 30 Guyane (28 mai 2026),
- Solutions 30 Guadeloupe (29 mai 2026),
- Solutions 30 Martinique (15 juin 2026),
- Solutions 30 Sud-Est (17 juin 2026),
- Solutions 30 GSE (17 juin 2026),
- Solutions 30 TP (24 juin 2026).

Les procédures de liquidation judiciaires ont été prononcées entre le 28 mai et le 30 juin 2026.

La société Solutions 30 Grand Sud-Ouest demeure quant à elle consolidée au 30 juin 2026, l'ouverture de sa procédure de liquidation étant intervenue après la date d'arrêt des comptes (cf. note 15).

Le Groupe entend néanmoins poursuivre ses activités dans le secteur de la Connectivité en France. Cette

réduction d'activité ne répond ainsi pas à la définition d'activité abandonnée d'une ligne d'activité principal au sens d'IFRS5.

Sur la période du 1er janvier 2026 à la date de perte de contrôle, les six sociétés sorties du périmètre de consolidation ont contribué au chiffre d'affaires consolidé du Groupe à hauteur de 16,4 M€ (32,5 M€ au cours du premier semestre 2025) et à la marge opérationnelle consolidée à hauteur de -8,1 M€ (2,4 M€ au cours du premier semestre 2025).

Le résultat lié à la perte de contrôle de ces sociétés s'élève à 7,1 MEUR et se décompose comme suit :

- le passif net des sociétés liquidées qui s'élève à 45,3 M€, au moment de leur perte de contrôle. Ce montant intègre la perte de valeur de l'immobilisation incorporelle relative à la relation clientèle rattachée à l'activité de ces sociétés, constatée pour 2,7 M€ et intervenue

concomitamment à l'arrêt définitif du contrat significatif mentionné ci-dessus et à la perte de contrôle des entités concernées.

- la dépréciation des créances intragroupe détenues à l'égard de ces sociétés — précédemment éliminées dans le cadre de la consolidation — pour un montant de 38,3 M€, ces soldes réciproques n'ayant plus vocation à être compensés du fait de la sortie de ces sociétés du périmètre de consolidation.

La réduction de l'activité s'est également traduite par des coûts de restructuration liés à l'arrêt de l'activité des sociétés liquidées pour un montant de 5,1 M€ (voir note 5.2).

Les informations relatives à la sortie de périmètre sont présentées dans le tableau ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	TOTAL
Total Actif	21,3
Total Passif	66,6
Valeur comptable de l'actif net négatif sorti du périmètre	45,3
Perte sur créances envers des sociétés sorties du périmètre	(38,3)
Gain lié aux sorties de périmètre	7,1
Variation de trésorerie liée à la sortie de périmètre	(0,1)

3.2 Faits marquants 2025

- Conformément à ce qui est décrit dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2025, les données comparatives au 30 juin 2025 ont été retraitées afin de tenir compte, d'une part, de la sortie du périmètre de consolidation du sous-groupe britannique « Solutions30 UK » à la suite de sa mise sous administration judiciaire volontaire et, d'autre

part, de la cession de l'activité télécom de Solutions 30 Iberia (« S30 Espagne »). Ces opérations ayant été qualifiées d'activités abandonnées au sens d'IFRS 5, les résultats courants correspondants au 30 juin 2025, respectivement de -2,0 M€ pour le Royaume-Uni et de -0,9 M€ pour l'Espagne, ont été reclassés sur la ligne « Résultat net provenant des activités non poursuivies ».

- Résultat net provenant des activités non poursuivies pour la période de 6 mois prenant fin au 30 juin 2025

(en millions d'euros)	S30 Espagne	Solutions30 UK	TOTAL 06.2025
Chiffre d'affaires	5,4	11,8	17,2
Charges opérationnelles	(6,2)	(13,3)	(19,5)
Charges financières	(0,1)	(0,7)	(0,8)
Résultat avant impôt des activités non poursuivies	(1,0)	(2,2)	(3,2)
Impôt	0,1	0,2	0,3
Total Résultat net courant des activités non poursuivies	(0,9)	(2,0)	(2,9)
Résultat net provenant des activités non poursuivies	(0,9)	(2,0)	(2,9)

- Résultat consolidé 30 juin 2025 retraité :

Conformément aux dispositions d'IFRS 5, le compte de résultat 2025 a été retraité afin de présenter en activités non poursuivies les composantes du Groupe correspondant au Royaume-Uni et à l'activité Télécom cédée en Espagne. Le résultat des activités abandonnées et cédées est désormais présenté sur la ligne dédiée « Résultat net provenant des activités non poursuivies ».

Résultat 30 juin 2025 retraité

(en millions d'euros)	2025 publié	Reclassifications IFRS 5 Espagne	Reclassifications IFRS 5 Royaume-Uni	2025 retraité
Chiffre d'affaires	467,4	(5,4)	(11,8)	450,2
Marge opérationnelle (EBITDA ajusté)	31,5	—	0,2	31,7
Résultat opérationnel	(10,8)	0,9	1,5	(8,5)
Résultat financier	(7,4)	0,1	0,7	(6,5)
Résultat net provenant des activités poursuivies	(16,4)	0,9	2,0	(13,5)
Résultat net provenant des activités non poursuivies	—	(0,9)	(2,0)	(2,9)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(16,4)	—	—	(16,4)

■ Tableau consolidé des flux de trésorerie 30 juin 2025 retraité :

(en millions d'euros)	2025 publié	Reclassifications IFRS 5 Royaume-Uni	Reclassifications IFRS 5 Espagne	2025 retraité
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	(16,4)	—	—	(16,4)
Eléments non monétaires des activités non poursuivies :				
Dépréciations et amortissements des activités non poursuivies	—	1,1	0,5	1,6
Dotations aux provisions des activités non poursuivies	—	(0,1)	—	(0,1)
Variation des impôts différés des activités non poursuivies	—	(0,2)	(0,1)	(0,2)
Elimination des charges d'intérêts des activités non poursuivies	—	—	0,1	0,1
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	20,4	—	—	20,4
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(42,0)	—	—	(42,0)
Eléments des activités non poursuivies :				
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux activités non poursuivies	—	0,3	(2,0)	(1,8)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(21,5)	—	—	(21,6)
<i>Dont flux liés aux activités non poursuivies</i>	—	(0,9)	(2,4)	(3,3)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT				
Eléments des activités non poursuivies :				
Acquisition d'immobilisations liées à l'activité non poursuivies	—	(0,2)	—	(0,2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(11,9)	—	—	(11,9)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT				
Eléments des activités non poursuivies :				
Intérêts décaissés sur les emprunts liés aux activités non poursuivies	—	—	(0,1)	(0,1)
Remboursement de la dette locative lié aux activités non poursuivies	—	(0,1)	(0,1)	(0,3)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(4,2)	—	—	(4,2)
<i>Dont flux liés aux activités non poursuivies</i>	—	(0,1)	(0,2)	(0,4)
Incidence des variations de cours des devises des activités non poursuivies	—	0,7	—	0,7
VARIATION DE TRESORERIE	(37,1)	—	—	(37,1)
Trésorerie d'ouverture	96,3			96,3
Trésorerie de clôture	59,1			59,1

PERFORMANCE

Note 4 : Chiffre d'affaires

4.1 Ventilation des revenus

La ventilation des revenus du Groupe provenant des contrats avec les clients par types d'activité du Groupe est comme suit :

(en millions d'euros)	Benelux	France	Allemagne	Autres	2026
Prestations sur site	169,2	118,6	40,7	69,9	398,3
Connectivité	139,3	41,5	37,6	56,8	275,3
Energie	19,7	46,2	3,1	4,9	73,8
Technologie	10,2	30,8	—	8,2	49,2
Location des Terminaux de paiement	—	2,0	—	—	2,0
Technologie	—	2,0	—	—	2,0
Chiffre d'affaires total des contrats avec les clients	169,2	120,6	40,7	69,9	400,3

(en millions d'euros)	Benelux	France	Allemagne	Autres	2025 retraité
Prestations sur site	181,4	152,3	47,3	67,2	448,2
Connectivité	137,4	71,1	45,1	55,7	309,3
Energie	31,1	51,7	2,2	4,3	89,4
Technologie	12,9	29,4	—	7,2	49,5
Location des Terminaux de paiement	—	2,0	—	—	2,0
Technologie	—	2,0	—	—	2,0
Chiffre d'affaires total des contrats avec les clients	181,4	154,3	47,3	67,2	450,2

Au 30 juin 2026, le chiffre d'affaires du Groupe est en baisse de -11,1 % par rapport au 30 juin 2025.

Note 5 : Résultat opérationnel

5.1 Marge opérationnelle (EBITDA ajusté)

Indicateur principal de la rentabilité opérationnelle du Groupe, la marge opérationnelle (EBITDA ajusté) correspond au résultat opérationnel avant les dotations et reprises sur les amortissements et provisions, le résultat sur cession de participations, le coût des prestations rendues par la Société holding du Groupe et les autres produits et charges opérationnels non courants.

L'information sectorielle du Groupe Solutions30 est basée sur les secteurs géographiques, en concordance avec les données internes de gestion utilisées par le Directoire du Groupe, et conformément aux principes de la norme IFRS 8.

(en millions d'euros)	Benelux	France	Allemagne	Autres pays	HQ*	2026
Chiffres d'affaires	169,2	120,6	40,7	69,9	—	400,3
Marge opérationnelle (EBITDA ajusté)	19,0	(1,2)	(0,8)	5,0	(4,9)	17,0
Marge opérationnelle (EBITDA ajusté) en %	11,2 %	(1,0 %)	(1,9 %)	7,1 %	—	4,2 %

(en millions d'euros)	Benelux	France	Allemagne	Autres pays	HQ*	2025 retraité
Chiffres d'affaires	181,4	154,3	47,3	67,2	—	450,2
Marge opérationnelle (EBITDA ajusté)	21,4	7,0	3,7	4,4	(4,9)	31,7
Marge opérationnelle (EBITDA ajusté) en %	11,8 %	4,5 %	7,9 %	6,5 %	—	7,0 %

*Frais de fonction centrale Groupe

5.2 Autres charges et produits opérationnels non courants

Les charges opérationnelles non courantes du premier semestre 2026 s'élèvent à 9,3 M€. Elles comprennent principalement des coûts de restructuration liés à l'arrêt d'un contrat Télécom en France et à des réductions d'effectifs mises en œuvre, notamment en France et en Belgique, pour un montant de 7,2 M€, ainsi qu'une charge de 1,6 M€ liée à la réorganisation des opérations en Allemagne, consécutive à la décision d'un client de mettre fin au déploiement de la fibre optique dans plusieurs villes. Le montant de l'indemnité susceptible d'être perçue auprès de ce client allemand fait, à ce jour, l'objet de discussions ; son incidence comptable éventuelle n'a pas été intégrée dans les comptes au 30 juin 2026.

Les charges opérationnelles non courantes sur le premier semestre 2025 s'élèvent à 7,7 M€. Elles intègrent principalement des coûts de restructuration liés à des réductions d'effectifs (5,3 M€), une dépréciation de créances commerciales consécutives à la cessation d'activité d'un partenaire (1,2 M€) et des charges liées à la fermeture de l'activité d'Xperal (0,8 M€).

5.3 Paiement fondé sur des actions

Le Groupe a enregistré une charge de 0,3 M€ en 2026 (0,1 M€ au premier semestre 2025) au titre des transactions dont le paiement est fondé sur des actions qui est présentée sur la ligne « Autres charges et produits opérationnels non courants » (Voir Note 5.2).

FONDS DE ROULEMENT

Note 6 : Clients et autres créances

6.1 Clients et comptes rattachés

Au 30 juin 2026, le montant des créances s'élève à 236,1 M€ (240,9 M€ au 31 décembre 2025) :

(en millions d'euros)	30.06.2026	31.12.2025
Créances clients	98,1	80,1
Factures à établir	95,9	100,1
Actifs sur contrats	36,0	50,9
Fournisseurs - avances et acomptes versés	6,1	9,9
TOTAL	236,1	240,9

Le montant total des créances cédées, déconsolidées dans le cadre du programme d'affacturage sans recours mis en œuvre par le Groupe, s'élève à 45,3 M€ au 30 juin 2026 (61,4 M€ au 31 décembre 2025).

Au cours du premier semestre 2026, le Groupe a comptabilisé une dépréciation de (0,6) M€ de ses créances clients (0,3 M€ de dépréciation au cours du premier semestre 2025). Toutes les créances clients et comptes rattachés ont une échéance à moins d'un an.

6.2 Créances de location

Les créances de location sont liées aux contrats de location des terminaux de paiement commercialisés par le Groupe. Au 30 juin 2026, la créance de location s'élève à 2,0 M€ (2025 : 2,0 M€).

STRUCTURE FINANCIÈRE ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Note 7 : Trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2026	31.12.2025
Placements monétaires	0,5	0,5
Disponibilités	45,8	72,7
TOTAL	46,3	73,2

Note 8 : Emprunts et dettes assimilées

8.1 Endettement

Le Groupe Solutions30 dispose d'emprunts bancaires à court, moyen et long terme dont le montant de capital restant dû au 30 juin 2026 est de 113,4 M€ contre 109,6 M€ à fin 2025.

8.2 Compléments de prix, promesses d'achat et options de vente consenties à des actionnaires minoritaires

Les compléments de prix, promesses d'achat et options de vente sont comptabilisés dans le poste « endettement, part à court terme » de l'état de la situation financière si elles sont dues dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice ou dans le poste « endettement, part à long terme » si elles sont dues au-delà d'une période de 12 mois. L'évolution de la juste valeur des dettes liées aux compléments de prix futurs et aux options d'achat est présentée dans le tableau ci-dessous :

(en millions d'euros)	01.01.2026	Augmentation	Paiement du prix	Ajustement de la juste valeur	30.06.2026
Compléments de prix	0,3	—	—	—	0,3
Options de vente et promesses d'achat	5,7	—	(0,3)	(0,2)	5,2
TOTAL	6,0	0,0	(0,3)	(0,2)	5,5

La juste valeur des compléments de prix, des options de vente et des promesses d'achat est établie sur la base de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs probables compte tenu des engagements contractuels pris par le Groupe (niveau 3). Les variations de la juste valeur ont été comptabilisées dans l'état du résultat global consolidé sur la ligne « Produits financiers ».

Le Groupe a procédé à une analyse de la sensibilité de la juste valeur des options de vente et promesses d'achat aux modifications apportées aux principales hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur. Il ressort de ces calculs de sensibilité qu'une variation de 5 % des hypothèses de flux de trésorerie futurs aurait l'effet suivant sur le résultat de la juste valeur et donc sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2026.

(en millions d'euros)	Sensibilités aux flux de trésorerie futurs	
	- 5 %	+ 5 %
Compléments de prix	—	—
Options de vente et promesses d'achat	(0,3)	0,3
TOTAL	(0,3)	0,3

Note 9 : Gestion des risques financiers

9.1 Nature et gestion des risques financiers

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risque décrits dans la note 13 aux comptes consolidés au 31 décembre 2025. Ces risques n'ont pas significativement changé au 30 juin 2026.

9.2 Informations relatives à l'évaluation, la classification et à la juste valeur des actifs et passifs financiers

Le tableau qui suit présente des informations sur les valeurs comptables des instruments financiers et les justes valeurs des instruments financiers au 30 juin.

(en millions d'euros)			30.06.2026		31.12.2025	
	Note Comptes Annuels	Catégorie IFRS 9*	valeur comptable	juste valeur	valeur comptable	juste valeur
Actifs financiers non courants	15.1	CA	2,5	2,5	3,2	3,2
Clients et comptes rattachés	6.1	CA	236,1	236,1	240,9	240,9
Créances de location	6.3	CA	2,0	2,0	2,0	2,0
Autres créances**	6.2	CA	17,0	17,0	16,7	16,7
Instruments dérivés actifs	13.1	JVR***	0,2	0,2	0,1	0,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	JVR	46,3	46,3	73,2	73,2
Actifs financiers			304,1	304,1	336,2	336,2
Endettement (Emprunts, lignes de crédit, concours bancaires)	10.2	CA	113,4	113,4	109,6	109,6
Endettement (Compléments de prix, options de vente et promesses d'achat)	10.2; 10.3	JVR****	5,5	5,5	6,0	6,0
Dettes liées aux contrats de location	11	CA	46,5	46,5	57,3	57,3
Instruments dérivés passifs		JVR***	—	—	0,1	0,1
Fournisseurs		CA	158,0	158,0	172,2	172,2
Autres passifs courants		CA	11,7	11,7	20,7	20,7
Passifs financiers			335,1	335,1	365,8	365,8

* « CA » signifie « au coût amorti » et « JVR » signifie « juste valeur par le résultat »

** hors créances fiscales, créances d'impôts et créances sociales

*** Niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur

**** Niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes : actifs évalués à la juste valeur par le résultat (« JVR ») et actifs évalués au coût amorti (« CA »).

Le Groupe classe ses passifs financiers selon les catégories suivantes : passifs évalués à la juste valeur par le résultat (« JVR ») et passifs évalués au coût amorti (« CA »).

Les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur sont classés en fonction de 3 niveaux de hiérarchie. Les niveaux 1 à 3 de la hiérarchie des justes valeurs correspondent chacun à un degré d'observabilité de la juste valeur :

- les évaluations à la juste valeur de niveau 1 sont celles qui sont établies d'après des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;

- les évaluations à la juste valeur de niveau 2 sont celles qui sont établies d'après des données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;

- les évaluations à la juste valeur de niveau 3 sont celles qui sont établies d'après des techniques d'évaluation qui comprennent des données d'entrée relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables du marché.

ACTIFS ET PASSIF A LONG TERME

Note 10 : Immobilisations incorporelles

10.1 Ventilation sectorielle des principaux actifs

L'information sectorielle du Groupe est basée sur les secteurs géographiques, en concordance avec les données internes de gestion utilisées par le Directoire du Groupe, et conformément aux principes de la norme IFRS 8.

(en millions d'euros)	30.06.2026	Benelux	France	Allemagne	Autres
Goodwill	58,9	28,3	29,4	0,4	0,8

(en millions d'euros)	31.12.2025	Benelux	France	Allemagne	Autres
Goodwill	58,9	28,3	29,4	0,4	0,8

10.2 Tests de dépréciation des actifs incorporels

Le Groupe a réalisé son test de dépréciation annuel en décembre 2025 et procède à son actualisation dès lors que des circonstances sont susceptibles de faire apparaître un risque de dépréciation. Le test de dépréciation des goodwill et des actifs incorporels du Groupe repose sur le calcul de valeurs d'utilité. Les principales hypothèses retenues pour la détermination des valeurs recouvrables des différentes unités génératrices de trésorerie sont présentées dans les comptes consolidés annuels de l'exercice 2025.

Au cours du premier semestre 2026, des indices de perte de valeur ont été identifiés pour les UGT France et Allemagne. En France, ces indices résultent notamment de l'arrêt d'un contrat significatif dans l'activité Connectivité. En Allemagne, ils résultent de la diminution des opérations consécutive à la décision d'un client de mettre fin au déploiement de la fibre optique dans plusieurs villes.

En conséquence, le Groupe a mis à jour au 30 juin 2026 les tests de dépréciation relatifs aux UGT France et Allemagne sur la base des informations et perspectives disponibles à la date d'arrêté des comptes. Les valeurs recouvrables déterminées demeurent supérieures aux valeurs comptables des actifs concernés. En conséquence, aucune dépréciation des goodwill et autres actifs incorporels n'a été comptabilisée au 30 juin 2026.

Pour les autres UGT du Groupe, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au cours du premier semestre 2026. En conséquence, les conclusions des tests de dépréciation réalisés au 31 décembre 2025 demeurent inchangées.

Analyse de sensibilité de la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) aux hypothèses retenues :

Sur la base de l'analyse de sensibilité communiquée dans les états financiers consolidés du 31 décembre 2025, il ressort de ces calculs de sensibilité qu'une variation raisonnablement possible pour le Benelux de 100 points de base des hypothèses de taux d'actualisation, de 50 points de base des taux de croissance à long terme, de 100 points de base du taux de marge d'EBITDA ajusté n'aurait pas d'effet significatif sur le résultat des tests de dépréciation et donc sur les comptes consolidés du Groupe.

Dans le cadre de la mise à jour des tests de dépréciation réalisée au 30 juin 2026 pour les UGT France et Allemagne, des analyses de sensibilité ont également été effectuées sur les principales hypothèses. Ces analyses ne font pas ressortir de perte de valeur.

Note 11 : Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants s'élèvent à 14,1 M€ au 30 juin 2026.

Ce poste correspond à une dette rééchelonnée à l'égard d'un partenaire commercial du Groupe, résultant, pour l'essentiel, du solde d'une avance de trésorerie consentie au Groupe afin d'accompagner, dans des conditions opérationnelles dégradées, la reprise d'activités d'un sous-traitant tiers défaillant, complété de sommes dues au titre de l'exécution des contrats opérationnels, dont les

modalités de remboursement ont fait l'objet d'un réaménagement dans le cadre d'un accord conclu au cours de l'exercice.

Cet accord prévoit un remboursement échelonné s'étendant jusqu'en 2033. Dans l'attente du remboursement de cette dette, la société s'est engagée à ne procéder à aucune distribution de dividendes, réserves ou primes.

AUTRES

Note 12 : Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

La liste des garanties accordées (nantissements, hypothèques et garanties...) se trouve ci-dessous. Les garanties reçues des sociétés du Groupe sont exclues.

Pays	Société garantie	Nature de la garantie	Obligation garantie	Échéance	Montant en millions d'euros
Allemagne	Solutions30 Field Services Sud GmbH	Garantie client	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités Télécom	Applicable pendant toute la relation contractuelle	19,0
Belgique	Sociétés belges du Groupe	Garantie à première demande	Obligations nées dans le cadre de la garantie envers la banque	Applicable pendant toute la relation contractuelle	15,0
Belgique	Sociétés belges du Groupe	Garantie client	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités Télécom et Energie	Applicable pendant toute la relation contractuelle	9,1
Allemagne	Solutions30 Field Services Sud GmbH	Garantie	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités Télécom en Allemagne	Applicable pendant toute la relation contractuelle	4,5
Espagne	Sociétés espagnoles du Groupe	Garantie client	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités Télécom	Applicable pendant toute la relation contractuelle	1,6
France	Solutions 30 ETC	Acte de cautionnement	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives à la fourniture de Terminaux de Paiements	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,8
Pologne	Sociétés polonaises du Groupe S30	Garantie client	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités Télécom	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,4
France	Solutions30 Energies S.à r.l.	Garantie	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités photovoltaïques	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,3
Belgique	Sociétés belges du Groupe	Garantie client	Obligations nées dans le cadre de l'exécution de prestations contractuelles notamment relatives aux activités Télécom et Energie	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,2
France	Sociétés françaises du Groupe	Garantie à première demande	Paiement de toute somme demandée par le bénéficiaire dans le cadre de son activité et de tout produit ou service fourni par le biais de ses cartes pétrolières	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,2
Espagne	Sociétés espagnoles du Groupe	Garantie bancaire	Paiement de toute somme demandée par le bénéficiaire dans le cadre de son activité	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,1
Espagne	Sociétés espagnoles du Groupe	Garantie à première demande	Paiement de toute somme demandée par le bénéficiaire dans le cadre de son activité et de tout produit ou service fourni par le biais de ses cartes pétrolières	Applicable pendant toute la relation contractuelle	0,1

Note 13 : Impôt sur les résultats

13.1 Charge d'impôts

Le Groupe calcule la charge d'impôts sur la période en utilisant le taux d'imposition qui serait applicable aux revenus annuels totaux attendus. La charge d'impôts est composée de :

(en millions d'euros)	2026	2025 retraité
Impôts différés	(1,0)	2,9
Impôts courants	(2,9)	(1,3)
Impôts sur les résultats	(3,9)	1,5

13.2 Reports déficitaires

Les principes retenus pour la reconnaissance et l'évaluation des actifs d'impôt différé sur reports déficitaires sont décrits dans la note 17.3 des états financiers consolidés au 31 décembre 2025.

Au cours du premier semestre 2026, des événements susceptibles d'affecter les perspectives de recouvrement de certains actifs d'impôt différé ont été identifiés en France et en Allemagne. En France, ces éléments résultent notamment de l'arrêt d'un contrat significatif dans l'activité Télécoms. En Allemagne, ils résultent de la diminution des opérations consécutive à la décision d'un client de mettre fin au déploiement de la fibre optique dans plusieurs villes.

En conséquence, le Groupe a réexaminé au 30 juin 2026 le caractère recouvrable des actifs d'impôt différé

reconnus au titre des reports déficitaires dans ces deux pays. Cette analyse a été réalisée sur la base des plans d'affaires actualisés à cinq ans, cohérents avec ceux utilisés pour les tests de dépréciation des actifs réalisés au 30 juin 2026.

À l'issue de cette revue, le Groupe considère qu'il demeure probable que les bénéfices imposables futurs seront suffisants pour permettre l'utilisation des reports déficitaires activés dans les délais retenus lors de la clôture du 31 décembre 2025. Par conséquent, aucune dépréciation ni aucun ajustement des actifs d'impôt différé sur reports déficitaires n'a été comptabilisé au 30 juin 2026 en France et en Allemagne.

Note 14 : Informations relatives aux parties liées

Au cours du premier semestre 2026, les transactions avec les parties liées n'ont pas évolué de manière significative par rapport au 31 décembre 2025 (voir note 18 de l'annexe aux comptes consolidés).

Note 15 : Événements significatifs postérieurs à la clôture

- En date du 31 juillet 2026, la société belge Brabamij Technics a fait l'objet d'une fusion par absorption au sein de la société Unit-T Certified Service avec effet rétroactif au 1er janvier 2026.
- Le 12 août 2026, une procédure de faillite a été prononcée à l'encontre de la société hollandaise Solutions30 Projects B.V.. La direction a analysé cet événement postérieur à la clôture et a conclu qu'il n'a pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe au 30 juin 2026.
- Dans le contexte du repositionnement stratégique du Groupe visant à réduire son exposition au marché mature du déploiement de la fibre optique en France (cf. note 3.3), le tribunal a prononcé, le 31 août 2026, l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la société Solutions30 Grand Sud-Ouest. Sur la base des données disponibles au 30 juin 2026, la sortie du périmètre de consolidation de cette filiale, consécutive à la perte de contrôle qui en résultera, devrait générer un produit de l'ordre de 8,5 M€, dont le montant définitif sera déterminé à la clôture de l'exercice.

Note 16 : Liste des filiales consolidées

La liste des filiales du Groupe contribuant à l'information financière présentée dans les présents états financiers consolidés est indiquée à la note 21.5 des états financiers consolidés annuels du 31 décembre 2025 à l'exception des mouvements de périmètre 2026 mentionnés dans la note 3.



RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

Aux Actionnaires de
Solutions30 SE
21, rue du Puits Romain
L-8070 Bertrange

Rapport sur l'examen limité des états financiers consolidés intermédiaires résumés

Introduction

Nous avons procédé à l'examen limité des états financiers consolidés intermédiaires résumés ci-joints de Solutions30 SE (le « Groupe ») relatifs à la période du 1 janvier au 30 juin 2026, comprenant l'état de la situation financière consolidée, l'état du résultat global consolidé, la variation des capitaux propres consolidés, le tableau consolidé des flux de trésorerie et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Le Directoire est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément à la Norme IAS 34 sur l'Information Financière telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Notre responsabilité consiste à émettre un rapport sur ces états financiers consolidés intermédiaires résumés basés sur notre examen limité.

Étendue de notre examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon la norme internationale relative aux missions d'examen limité par le réviseur de la société des états financiers intermédiaires (ISRE 2410). Un examen limité d'états financiers intermédiaires se limite à des entretiens, essentiellement avec les responsables comptables et financiers ainsi qu'à des procédures analytiques et autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est significativement moindre que celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales de révision et ne nous permet pas de nous assurer que nous avons identifié toutes les anomalies significatives qui auraient pu être décelées au cours d'un audit. Nous n'avons pas effectué d'audit, et en conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

PKF Audit & Conseil Sàrl
Cabinet de révision agréé - RC B222994
76 Avenue de la Liberté L1930 Luxembourg +352 28 80 12

PKF Audit & Conseil is a member of PKF Global, the network of member firms of PKF International Limited, each of which is a separate and independent legal entity and does not accept any responsibility or liability for the actions or inactions of any individual member or correspondent firm(s).

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers consolidés intermédiaires résumés ci-joints ne présentent pas sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe au 30 juin 2026, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date conformément à la Norme IAS 34 sur l'Information Financière telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Incertitude significative relative à la continuité d'exploitation

Nous attirons l'attention sur la note 2.1 Base de préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, qui indique que le Groupe a réalisé des pertes au titre de la période de six mois close le 30 juin 2026 et a connu une diminution de la trésorerie sur la période. Comme indiqué dans la note, la Direction a engagé des actions de redressement des opérations du Groupe et mène des discussions avec ses partenaires financiers. Ces événements et conditions indiquent l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation.

Notre conclusion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Luxembourg, le 17 septembre 2026

PKF Audit & Conseil Sàrl
Cabinet de révision agréé

Jean Medernach

*Solutions***30**

Solutions pour les Nouvelles Technologies